

The dialogue 3 programm: Acts of mediation between cultural minority groups and socio- educational institutions in Europe

Période du projet: 01.01.2000 bis zum 31.12.2000

Table des matières:

A. Intoduction	1
B. Qui sommes nous?	2
BAGIV, MLF, CCPF, SerGi	
C. Plan de conception	3
1. Le concept de médiation du projet	3
2. La méthode	4
3. Objectif du projet	5
4. Résultats attendus	6
5. La suite de la procédure se présente comme suit	6
D. Déroulement du projet	6
E. Evaluation externe	10
(Prof. Dr. Maria Dietzel-Papakyriakou)	
1. Introduction: La conception de l'évaluation	10
2. Démarches de travail lors du déroulement du projet	11
3. Prestations de transfert: de la pratique nationale à la transnationalité – re-transfert à la pratique	14
4. Le projet comme monde d'expérience de médiation – reconnaissance – participation	
Malentendus, entente, effets d'apprentissage	16
5. Critique et perspective	18

A. Introduction

Le projet que nous vous présentons ci-après est le résultat d'un an de travail de plusieurs organisations dans des pays différents vivant des réalités différentes.

Ce projet est le produit de contacts transnationaux entre quatre organisations partenaires: BAGIV, CCPF, MLF, et SER.GI. Ces réunions ont eu lieu dans le cadre d'activités comme cela était p.ex. le cas pour le congrès de Königswinter (janvier 1999) qui fut organisé par le service central de coordination traitant du travail des étrangers de l'association paritaire allemande d'assistance sise à Bonn (Deutscher Paritätischer Wohlfahrtsverband) et cela dans le cadre des mesures préparatoires de l'Union européenne à la lutte contre la discrimination.

A l'occasion de cette rencontre nous avons constaté avec nos futurs partenaires que nous partageons les mêmes préoccupations comme p. ex. dans le domaine de la lutte contre la discrimination en raison de l'origine culturelle. Certaines de ces préoccupations avaient pour objet le domaine de l'éducation formelle ainsi que le domaine de la participation sociale et politique des communautés culturelles de minorités.

Il faut en outre souligner que chaque organisation est non seulement établie dans un pays différent mais qu'elle recouvre des champs d'intervention distincts.

Le BAGIV allemand et la CCPF française sont deux organisations qui en raison de la structure de leurs membres représentent un nombre significatif d'associations d'immigrés. Ils représentent donc une participation de communautés de personnes immigrées organisées en clubs et/ou associations.

D'un autre côté il y a la fondation SER.GI. de Catalunya (Espagne) et la MLF belge qui sont deux organisations à caractère technique oeuvrant pour des projets sociaux et éducatifs. Ainsi ces organisations représentent la dimension professionnelle du travail avec des membres d'une communauté de minorités culturelle.

Il convient en outre d'ajouter la multitude de réalités que l'on a rencontrées dans chacun des pays présentés. Il faut tenir compte du fait qu'il y a encore quelques années, l'Espagne était par principe un pays d'émigration tandis que la France, la Belgique et l'Allemagne sont des pays d'immigration depuis déjà bien des années. Il s'y ajoute que le cadre juridique et politique tout comme les réalités des compétences et structures éducatives se différencient dans chaque pays présenté.

Comme cela a déjà été dit ci-dessus, il y avait néanmoins certains aspects qui nous préoccupaient et qui en vue d'une coopération, nous semblaient être intéressants: comme par exemple la promotion de l'égalité des chances dans le système éducatif pour les enfants et les jeunes de provenance d'une minorité culturelle tout en tenant compte du rôle de leur communauté, c'est-à-dire tout en intégrant ces communautés p.ex. dans le domaine de l'éducation et ses institutions.

Cette préoccupation commune fut à l'origine de la réalisation du projet « Dialogue 3 ». Ce projet est donc le résultat d'un dialogue et de réflexions; il est le produit de la conjugaison de plusieurs acteurs sociaux, de différentes visions idéologiques et de différentes réalités territoriales.

B. Qui sommes-nous ?
BAGIV, MLF, CCPF, Ser.Gi

Nous sommes des praticiens de pays différents «professionnels» et/ou organisations «immigrées».

L'objectif de notre projet est d'encourager la vie pacifique entre les différents groupes de la population et des institutions, surtout au sein des institutions éducatives des sociétés d'accueil, de répandre une image positive sur ces minorités et de développer le dialogue entre les différents groupes ethniques de façon qu'une participation à la société européenne basée sur l'égalité soit possible.

Allemagne

Stamatis Assimenios
BAGIV - Bundesarbeitssgemeinschaft der Immigrantenverbände in der
Bundesrepublik Deutschland
Baumschulallee 2a
D-53115 Bonn
Tel: 0049-228-224610
Mail: info@bagiv.de
Web site: www.bagiv.de

Belgique

Carole Grandjean
Mission Locale Forest
29, Bd. de la Ile Armée britannique
B-1190 Bruxelles
Tel: 0032-2-3498210
Mail: missionlocaleforest@yahoo.fr

France

Carlos Pereira

CCPF – Coordination des Collectivités Portugaises de France
156, rue de Ménilmontant
F-75020 Paris
Tel: 0033-1-44620504
Mail: Ccpf1@aol.com

Espagne

Cristina Andreu i Displàs
Fundació Ser.Gi - Fundació Servei Gironí de Pedagogia Social
Placa Lluís Companys, 12
E-17003 Girona
Tel: 0034-972213050
Mail: sergi@eps.udg.es

C. Plan de conception

1. Le concept de médiation du projet

Les médiations dans la communication interculturelle entrent en action souvent dans des conflits urgents. Dans ce projet, il faut cependant suivre une autre stratégie. Il faudrait essayer de prévenir l'apparition de ces conflits avant qu'ils n'éclatent, c'est à dire qu'il faut les arrêter à leur origine. Le dévoilement de ces conflits latents et de ces situations de conflits appartiennent à ce sujet, ainsi que la maîtrise conséquente des problèmes à l'aide des médiateurs et des documents médiatifs.

La définition des parties au conflit le cas échéant semble à première vue qu'il ne présente pas de problèmes, si on s'informe sur place de la situation des immigrés, vu que les éléments discriminatoires à l'école ou dans le système scolaire doivent être repérer qui – ces éléments - peuvent entraver le développement des enfants immigrés. Les concepts existants et déjà pratiqués essayent de réaliser un progrès dans ce domaine tout en intégrant les enseignants (comme représentants de l'école) et les parents. Mais on doit malheureusement reconnaître que de tels essais sont condamnés à l'échec. Du côté des enseignants, les parents des enfants immigrés ne se montrent pas coopératifs et ne participent pas au progression scolaire de leurs enfants. Du côté des parents, il semble qu'un engagement pour la progression scolaire et l'éducation de leurs enfants est sans importance, ou bien parce qu'ils ont planifié pour leur avenir familial une « rémigration » ou bien parce qu'ils ne savent pas estimer l'éducation comme un capital culturel et un investissement dans l'avenir et ils ne savent pas faire d'une perspective à court terme un avantage financier pour eux et pour leurs enfants.

Cette présentation (très simplifiée) montre qu'un concept progressiste dans le domaine de la prévention des conflits ne peut pas être réalisé uniquement avec ces parties. Suivant l'exemple des modèles de traitement politique des conflits, les éléments doivent être retirés du traitement des conflits qui peuvent entraver le développement¹ ou qui ne peuvent pas être traité actuellement, pour pouvoir se concentrer sur des éléments « plus faciles ». Comme conclusion on peut remarquer que le dilemme du manque de coopération des parents à l'école comme institution ne peut pas être résolu. Il ne faut pas s'attendre à un changement à court terme ou à un changement d'attitude. Ainsi les deux parties potentielles du conflit n'apparaissent pas comme acteurs principaux pour le processus de la médiation.

Un nouveau concept interculturel de médiation sera développé à la place de ce dernier qui met l'enfant immigré au cœur des événements. Nous nous trouvons ici dans le groupe originaire du projet qu'il faut atteindre et nous pouvons identifier et nommer les groupes potentiels du conflit ainsi que les partenaires de médiation en partant de cet acteur principal, comme par exemple le système scolaire (structurellement) discriminant, les parents ignorants, la société d'accueil, les cliques de jeunes à l'école avec une orientation raciste

¹ Par exemple le statut final de la ville de Jérusalem sera comme le dernier point au cours des négociations, car il comprend le plus grand potentiel du conflit. Un progrès a été quand même réalisé dans les phases suivantes à l'aide de cette parenthèse, parce que la limitation du sujet à des points de négociations "plus faciles" a été choisie consciemment.

En partant d'un concept préventif de médiation se rapportant aux conflits, les médiateurs ont comme tâche de renforcer l'enfant contre d'éventuelles résistances et d'éventuels conflits et de développer avec lui des stratégies qui peuvent l'aider à maîtriser de telles situations de conflits.

Le médiateur joue le rôle de «l'avocat», il est son interlocuteur dans les situations de conflit et il doit être son accompagnateur pour toute la période scolaire, tout en réduisant à fur et à mesure l'effort de la médiation. La neutralité exigée du médiateur dans les concepts classiques de médiation ne peut pas être sans doute retenue ici, puisqu'il prend incontestablement partie en faveur de l'enfant et il peut réaliser par ses interventions un travail préventif avec un objectif bien précis.

2. La méthode

La prévention du conflit par médiation s'effectue à l'aide du renforcement du concept du soi (ethnique) des enfants immigrés. L'acceptation de sa propre identité (surtout à l'arrière plan de l'immigration) est un processus long et difficile. Il est pourtant nécessaire et important d'imposer ses propres moyens et possibilités de la confirmation du soi contre la discrimination et le désavantage. Des médiateurs formés doivent aider les enfants sur le chemin du développement de l'identité².

Le programme doit donner aux enfants la possibilité de se développer dans l'environnement de l'école et chez-eux à la maison, d'évoluer avec leurs concepts ethniques différents et de confronter les conflits latents qui pourraient en résulter, d'une manière offensive et consciente. On donne ainsi la possibilité aux enfants d'agir indépendamment. C'est une sorte d'aide à maîtriser interculturellement les conflits et pour atteindre pour soi-même un progrès au sein des structures existantes et pour également confronter l'inégalité structurelle.

La famille et le système scolaire devraient, malgré tous les défauts décelés, être intégrés dans ce processus d'une manière marginale, car il existe des rapports d'indépendance qu'il ne faut pas nier. On pourrait aller plus loin et laisser la société civile du «pays natal» dans certains cas y participer, pour augmenter ainsi l'acceptation chez les parents, de façon que l'accompagnement du médiateur présente plutôt un soutien.

L'acceptation de «la différence de l'autre » et de «l'étrangeté» dans les pays d'accueil est une revendication primordiale des immigrés. Le premier pas vers le l'acceptation sociale et l'acceptation du soi, pour ne pas nier ou négliger ainsi la différence (qui est existante), mais de la voir positivement. Le traitement des connotations négatives, qui sont liées à la différence de l'autre et l'intégration de la différence dans le concept du soi se présentent comme des points de départ pour le travail de la médiation³. Une confirmation de la différence doit être transmise sans

² les concepts d'une «sociogénèse de l'éthnicité», c'est à dire les concepts de l'acceptation d'une définition de l'étranger, que l'enfant reçoit de l'extérieur, peuvent être rejeter à l'égard des nouvelles connaissances dans la recherche sur l'identité

³ l'acceptation et la position positive de l'origine de l'enfant ou de ses parents peuvent protéger contre la dite «discrimination du groupe». Le terme «toi Arabe !» ne semble pas avoir l'effet d'insulte, si l'enfant a intégré dans son concept du soi «le fait d'être arabe» ou «son apparence arabe»/

prétention à la présomption ou à la valeur, pour pouvoir ainsi créer des conditions pour une communication ouverte, sans avoir des œillères idéologiques. Par l'application ouverte de la différence existante, la séparation ne sera pas par conséquent manifestée durablement, mais un premier pas sera fait sur le chemin de la rencontre.

La différence vis-à-vis «des autres» ne doit pas être camouflée, mais elle doit être vécue. La transmission des particularités ethniques et culturelles présente ainsi un instrument qui aide, à côté des cours de rattrapages, des cours de révision ainsi que d'autres mesures, à éviter l'inégalité et peut être considérée dans ce sens comme une mesure pour une discrimination positive. La transmission de la propre culture ne peut être naturellement réalisée que d'une manière sélective. Par conséquent la question qui se pose est : qui ou quelle institution doit effectuer cette sélection et selon quels critères ? Pour créer un attachement vers le pays natal, la sélection à travers les communes dans chaque pays d'accueil serait une bonne solution. Mais ceci se présente d'une manière différente de la perspective du reproche fondamentaliste, de façon que les communes et les communautés religieuses ne présentent pas une institution fiable pour une telle transmission.

Une suggestion pour cette solution serait par exemple de laisser la sélection aux pays d'accueil qui pourraient filtrer les éléments qui semblent compatibles avec la propre culture.

3. Objectif du projet

L'encouragement du concept du soi se rapportant aux enfants ayant un arrière plan migratoire à l'aide de mesures médiatives doit être exploité pour la prévention de conflits dans les pays d'accueil. La transmission des «valeurs (ethniques) du pays natal » et le positionnement dans le pays d'accueil garantissent un soutien adéquat ainsi qu'une amélioration à long terme du rendement de l'intégration dans les différents pays.

L'élaboration d'un curriculum pour la formation de médiateurs ainsi que la création de conditions d'organisation et l'élaboration de lignes conductrices pour leur application dans chaque pays sont les tâches les plus importantes pour les parties au projet.

La langue du pays d'origine joue également un rôle important dans la transmission de l'identité culturelle. C'est pour cette raison que l'encouragement de l'enseignement de la langue sous forme de formes scolaires bilingues et multilingues ou de branches scolaires présentent un élément essentiel dans le contexte de la prévention de conflit et d'intégration⁴. La transmission d'éléments communs des deux cultures (du pays d'origine et du pays d'accueil) est mieux maîtrisée à travers la langue.

⁴ Le renforcement du concept ethnique du soi par l'encouragement du multilinguisme peut être réalisé avec des chances de réussite dans des écoles ayant des élèves d'homogénéité nationale considérés comme "une majorité de minorités", tout en prenant en considération que le risque de la surcompensation est ici plus grand.

4. Résultats attendus

La médiation de l'identité culturelle sert à la prévention de conflits avant qu'ils ne passent à un état urgent et chronique. Les blocages chez les institutions et les responsables doivent être assouplis par la manière de la pratique pour permettre aux enfants un accès plus facile aux ressources institutionnelles et pour contribuer ainsi contre la discrimination et le racisme contre les minorités en Europe.

5. La suite de la procédure se présente comme suit :

L'objectif de "la reconnaissance" dans chaque pays peut être formulé comme le plus petit dénominateur commun pour tous les partenaires. Mais il existe dans les différents pays d'autres chemins pour atteindre cet objectif car le point de départ, c'est à dire la réalité, diffère d'un pays à un autre. Il est important de trouver quelques points en commun et de les mentionner. La reconnaissance doit être atteinte par "la médiation" sur tous les niveaux, tout en remarquant que les partenaires au projet sont d'accord sur le fait que cette façon de procéder sera différente, mais qu'elle sera réalisée sous un dénominateur commun du concept théorique. Les résultats des participants seront ensuite résumés et la "plue-value européenne" sera élaboré au cours de la dernière phase du projet de façon que les expériences accumulées puissent aboutir à des demandes et des propositions sur le plan européen.

D. Déroulement du projet

La période d'un an prévue pour le projet a limité les organisations partenaires tant sur le plan du contenu que sur le plan de l'organisation ; pendant cette période la coopération fut ainsi caractérisée par des discussions intensives lors des différentes réunions ainsi que par une communication à l'aide de médias électroniques entre les réunions. Au total ont eu lieu cinq rencontres et un forum européen (comme décrit en détail ailleurs) dans les pays partenaires.

Les différentes réunions vues de près :

1) La première assemblée a eu lieu à Bonn le 7 et le 8 février 2000. Après la présentation des participants et leurs organisations, l'assemblée a discuté tout d'abord "la situation générale des immigrés en Belgique, en Allemagne, en France et en Espagne" et "la situation des élèves étrangers". Par la suite les participants ont discuté le sujet de "la discrimination et des désavantages à l'école" ainsi que la façon de la réalisation du projet et ils se sont mis d'accord sur une répartition provisoire des tâches entre les organisations partenaires. Le deuxième jour de l'assemblée comprenait les définitions des notions et les convergences potentielles des thèses sur la «médiation». Il a été constaté que le processus de la médiation en rapport avec «la discrimination» comprenait quatre éléments constitutants : 1- la prise de conscience du problème, 2- la participation volontaire, 3- la neutralité du médiateur, 4- l'élaboration commune des critères pour la réussite. C'est pour cette raison qu'on peut faire la différence entre deux formes différentes : la médiation régulatrice (le médiateur garantit le bon déroulement du processus) et la médiation d'intervention (le médiateur élabore avec les participants des stratégies pour trouver des solutions) qui peuvent être prises en considération dans des phases différentes (préventive ou pour surmonter des situations de conflit urgentes). L'objectif du processus de médiation qui se réfère au présent projet est de réduire les préjugés et la discrimination par une transmission concrète d'informations sur les élèves étrangers dans les institutions éducatives dans le pays d'accueil. Ceci peut être

réalisé par le développement d'une prise de conscience accompagnée de mesures comme "le développement du changement de perspectives". Plus le degré de xénophobie (préjugés, désavantage, discrimination, racisme) est haut, plus il est difficile de réaliser des changements de perception et de points de vue auprès des institutions et des personnes responsables. Il faut ainsi développer de différentes stratégies et prendre de diverses mesures de médiation selon le degré et la manière de la xénophobie (structurelle, selon les catégories sociales, personnelle).

Un plan de travail à moyen terme a été fixé et des propositions concernant la répartition des tâches ont été faites : Sur le plan local il faudrait attirer l'attention des institutions sur les problèmes des personnes concernées et intervenir en cas de besoin de médiation. Ceci on le trouve surtout sous l'aspect de l'émancipation des personnes concernées. Sur le plan national il faudrait avoir une idée générale et permettre la création d'un réseau transnational effectif qui doit fonctionner sur tous les plans. La fondation théorique définitive par conséquent la différenciation déterminante des concepts du projet a été élaborée selon les nouvelles connaissances acquises lors de la première rencontre d'orientation pour la prochaine assemblée à Bruxelles.

2) La deuxième assemblée a eu lieu du 29 au 31 mars à Bruxelles. Pr. Dr Dietzel-Papakyrlakou qui s'occupera dans ce projet de l'évaluation a présenté au cours de son rapport de l'introduction le concept et l'évaluation de la coordination scientifique et théorique des mesures concernant le projet sur le plan national (3 assemblées se rapportant aux sujets : participation et éducation, le multilinguisme et la discrimination et la participation des jeunes d'origine étrangère et l'éducation). Les concepts interculturels de médiation ont été présentés d'une manière globale ainsi que le nouveau concept de médiation qui marque la ligne de conduite théorique du projet pilote. Les participants ont discuté la poursuite de la procédure, la fixation du but du projet et les résultats souhaités. Le concept de base a été confirmé après que les organisations participantes avaient présenté des explications détaillées. Au cours d'une autre phase de travail, la question qui se posait se rapportait à l'applicabilité du projet dans les pays partenaires et aux phases de travail communes dans les mois à venir. Les lignes de conduite et les restrictions nationales, les expériences faites par les partenaires et les examens de l'applicabilité du projet dans les délais fixés étaient les points les plus importants de cette discussion. En outre les participants ont respecté les points de discussion suivants prévus dans l'ordre du jour : 1- Comment et ou peut-on atteindre les enfants ? 2- Sur quel niveau de la formation scolaire (primaire, secondaire) doit-on présenter les aides de médiation ? 3- Comment peut-on transmettre le concept de la différence sans déclencher en même-temps des processus de surcompensation ou d'agression ? 4- Qui légitime le choix du « filtre culturel » ? Les participants ont également fixé les tâches de médiation nationales et les différentes phases de travail jusqu'à la prochaine rencontre à Paris.

3) La troisième réunion de travail a eu lieu à Paris en France du 07 au 09 juin 2000. A l'occasion de cette rencontre les grandes lignes de la conception du projet telles qu'elles sont documentées dans la partie B de ce rapport, furent adoptée d'un commun accord. Les discussions à ce sujet ouvertes lors de la réunion à Bruxelles ont continué ici. Il y eut en outre un vif échange concernant les difficultés déjà existantes et susceptibles de se manifester lors de l'application de la conception à

niveau national. Cela aida les participants à mieux comprendre les résistances qui se manifestent dans les différents pays, surtout au niveau des institutions. Lors de la discussion sur la dimension européenne du projet ont été traitées, abstraction faite des questions théoriques d'ordre général, la question de la médiation dans la pratique ainsi que sa perception dans les différents pays et dans différentes situations. Des niveaux différents de médiation ont été mis en lumière ; ce faisant les participants à Paris ont déterminé deux niveaux à l'échelle européenne d'importance pour le projet. La première direction porte à niveau local et traite du renforcement de la propre conception. La deuxième direction qui est à situer au niveau européen et où il s'agit d'augmenter la participation des personnes concernées (enfants et parents) dans tous les domaines de la société. Un dernier point de discussion fut consacré aux mesures préparatoires à l'organisation du forum de Girona ainsi qu'à la détermination d'autres tâches à accomplir.

4) La quatrième réunion de travail a eu lieu à Bonn en Allemagne du 05 au 07 juillet 2000. Cette rencontre fut consacrée à l'organisation du forum à Girona ainsi qu'à la forme et au contenu de la coopération à l'occasion du forum. Les sujets de ces entretiens furent la distribution des tâches au sein de l'équipe, la composition des invités, les objectifs, les résultats attendus à niveau national et transnational, etc. Certains des documents élaborés lors de cette rencontre ont été intégrés dans la partie D de ce rapport.

5) Forum à Girona
Le forum assemblée a eu lieu du 6. au 8. septembre.

Compte-rendu de la réunion d'évaluation à Girona le 8 septembre 2000

Les participants et les organisations partenaires étaient unanimes pour considérer et le progrès quant au contenu et l'organisation du forum comme fortement réussis. Ainsi des connaissances déjà acquises ont pu être vérifiées et confirmées, d'autres ont été obtenues. Par la suite seront résumés les différents points de l'évaluation, toutefois il n'a pas toujours été possible de faire une nette distinction la forme et le contenu des aspects.

1. L'organisation du forum

Du côté des organisateurs le forum correspondait largement à leurs idées. Quelques difficultés mineures (telles que la grève près de Perpignan) ont causées des retards qui n'ont cependant pas porté préjudice au déroulement dans son ensemble.

Le départ anticipé d'un grand nombre de participants (notamment du groupe belge) au matin de la deuxième journée n'a d'une façon générale, pas été apprécié. La conception du déroulement du programme était parfaite ; toutefois, pour le groupe belge le déroulement a été déterminé en fonction des horaires une atmosphère décontractée. de départ d'avion , celui-ci a donc du partir plus tôt. On ne disposait pas de suffisamment de temps pour élaborer des textes internes avec le groupe.

Une deuxième journée de travail aurait été nécessaire pour discuter et pour élaborer d'avantage les conceptions.

La soirée de Celrà a été très réussie vu que son aspect informel contribué au rapprochement dans une atmosphère décontractée.

On a regretté la faible participation des espagnols bien que l'école d'été se déroulat en même temps.

Grand nombre de participants s'est félicité de la bonne qualité de traduction. Les invités furent d'avis que la composition des différents groupes fut réussie puisque entre autres le choix entre « praticiens » et scientifiques a été bien équilibré.

2. Les aspects de contenu du forum

Le schéma élaboré a été conservé par le forum.

De bons résultats ont été obtenus lors de la première journée ; la deuxième journée par contre a été extrêmement improductive.

Si l'on considère la courte période consacrée à la coopération et le temps limité à une journée de travail à l'occasion de ce forum on peut considérer cette journée comme entièrement enrichissante car certains aspects importants ont été traités d'un point de vue pédagogique. L'élaboration des instruments a souffert du manque de discussions exhaustives dans les différents groupes.

C'est avec déception que l'on a pris acte du départ prématuré de Maria et de son absence lors de l'évaluation car son jugement et sa perception du projet dans son ensemble auraient été utiles.

Le travail à l'occasion du forum a été perçu de façon ambivalente. D'un côté la journée et demie de travail a été considérée comme une restriction et de l'autre côté les participants étaient fort motivés et faisaient preuve d'une grande volonté de travailler.

Quant au contenu le travail du forum a été couronné de succès. Lors de discussions avec des personnes des différents groupes qui en général, étaient toutes intéressées par le concept ce concept s'est rapidement avéré.

Le forum a répondu aux attentes. Outre cela, les objectifs du projet dans son ensemble sont devenus plus clairs pour les partenaires après le forum.

Le concept propose des orientations et permet de concevoir d'autres formes d'influence.

Quant au contenu précis du rapport à la Commission il y avait des incertitudes auprès des partenaires.

Le forum a donné naissance à plus de questions de nature constructive qui pourraient mener à des progrès également à niveau national.

Le forum a créé une « valeur ajoutée directe » ce qui s'est aussi manifesté auprès des participants.

Le forum et le projet ont entraîné certains développements auprès des partenaires.

De façon réaliste on ne peut cependant pas s'attendre à des changements de grande envergure au courant d'une seule année. Des idées qui ont longuement mûri ne peuvent pas être révisées du jour au lendemain - nos points de vue sont restés pratiquement les mêmes, le contraire aurait été étonnant car les changements d'idées prennent du temps.

Un changement de perspective dans la perception de l'importance des organisations d'entraide de migrants se laisse constater auprès des partenaires. Avant le forum on ne reconnaissait pas la raison d'être de telles organisations tandis qu'entre-temps il est devenu clair qu'il y a des situations où ces organisations ont une importance bien spécifique et qu'elles remplissent des tâches qui ne peuvent pas être accomplies par autrui.

Dans son ensemble le projet a contribué à une meilleure perception et compréhension des autres partenaires.

La politique d'encouragement européenne part du principe de l'échange d'expérience pratique. On peut cependant constater que le chemin à parcourir est encore long et que pour un projet d'une année on ne peut qu'en jeter les bases. Comparé à d'autres projets européens qui manquent justement d'appui théorique il existe pour ce projet une valeur ajoutée européenne. L'introduction par exemple du triangle participation-médiation-reconnaissance avec toutes ses implications et conclusions peut être considéré comme innovatrice.

Il se pourrait que la discussion concernant ce schéma vérifié entraîne un changement de pensée dans la politique de formation.

A nous de choisir le mode de présentation des résultats obtenus. On pourrait p.ex. en souligner l'applicabilité pratique. Cette possibilité devrait rester ouverte pour que la Commission et d'autres organisations européennes donnent plus facilement leur consentement.

La mise en pratique des résultats obtenus est un critère d'acceptation décisif.

A l'occasion de cette réunion on a trouvé des dénominateurs communs. La simple constatation de ce fait ne suffit cependant pas, puisque la forme descriptive à elle seule sans qu'il y ait la possibilité d'une application pratique causera des problèmes de justification envers la Commission.

Dans le contexte du principe médiation-participation-reconnaissance nous avons besoin d'une nouvelle définition du terme « intégration ».

6) La dernière rencontre, la réunion d'évaluation a eu lieu à Bonn en Allemagne les 22 et 23 novembre. A cette occasion on a procédé à une évaluation et appréciation du projet ; en même temps il y a eu discussion et accord sur les documents finaux.

E. Evaluation externe (Prof. Dr Maria Dietzel-Papakyriakou)

1. Introduction: La conception de l'évaluation

Cette évaluation a choisi un point de départ cognito-sociologique pour apprécier le rendement du projet. L'évaluation se fera à travers le prisme des interactions qui ont eu lieu au sein de l'équipe du projet. Seront analysés les événements de communication lors des réunions régulières de l'équipe du projet.

La méthode d'évaluation se base sur :

l'observation active de l'évaluatrice au cours du projet. Dans certaines réunions lors desquelles il s'agissait surtout d'élucider le concept, l'évaluatrice procédait selon la méthodologie de recherche sur les actions.

la transcription des interventions des partenaires du projet pendant les séances des réunions périodiques. La discussion fut entièrement enregistrée sur cassettes.

L'enregistrement contenait aussi bien les interventions originales dans les langues respectives que les traductions de l'interprète. Comme l'évaluatrice maîtrise les deux langues de travail du projet, l'allemand et le français, elle a pu suivre en direct les contributions originales. On n'a pas tenu compte d'une transcription des contributions aux discussions sur des questions purement techniques et organisationnelles. A cet effet il y avait les comptes-rendu écrits.

l'auto-estimation du projet par les participants (*cf.* citations).

L'évaluation du projet doit répondre aux questions suivantes :

Comment est-ce qu'on est parvenu à formuler des objectifs communs ?
Ces objectifs ont-ils été atteints, et si oui, dans quelle mesure ?
Quelles sont les difficultés qui se sont manifestées au cours du projet ?
Quelles leçons en ont tiré les participants ?

Les interactions entre les personnes sont toujours également des « interactions symboliques ». Il s'agit dans ce contexte d'arriver à une entente au moyen d'anticipation, d'interprétations, de concession et attribution de signification. Des interactions telles qu'elles ont eu lieu lors du projet dans un cadre défini dans le temps, dans l'espace et de part les thèmes naît un savoir commun. Ensemble on a aspiré à ce savoir et on l'a élaboré. La production d'un savoir commun cependant, lors de projets transnationaux, est soumise à des conditions spécifiques ; elle a des chances particulières et doit aussi faire face à des difficultés spécifiques. Les participants à l'interaction se réfèrent lors du processus d'entente à des tiers symboliques significatifs, « l'autre généralisé ».

Sans ces catégories de référence l'interaction n'est pas possible. En même temps on constitue les catégories de référence lors de l'interaction tout en les modifiant et en les élargissant. Plus il y a rapprochement cognitif entre les partenaires de l'interaction plus les références disponibles dès le début sont nombreuses. Les coopérations transnationales relèvent le déficit de trouver de telles catégories de référence communes en dépassant les barrières de la langue, les caractéristiques individuelles et les données nationales. Si elles s'adonnent à cette tâche avec réflexion elles ont toutes les chances de constituer de telles catégories de références transnationales nouvelles. Il en résultent des perspectives innovatrices ainsi que des synthèses d'expérience que l'on peut en fin de compte, définir comme éléments de la valeur ajoutée transnationale.

L'évaluation ci-présente tente de retracer ce chemin en y apportant un jugement critique. Dans ce contexte non seulement la réflexion externe distanciée est d'importance, mais aussi l'auto-évaluation directe et indirecte pratiquée par les partenaires au projet. Ce que l'on définit objectivement comme valeur ajoutée transnationale et ce qui est re-transféré vers les organisations partenaires nationales dépend finalement des personnes impliquées. Ce qui a été atteint se retrouve finalement dans les processus d'apprentissage et dans les expériences vécues lors du projet.

2. Démarches de travail lors du déroulement du projet

2.1. Entente sur la situation de départ

La réflexion fait obligatoirement partie de la pratique réellement existante des partenaires nationaux. Ils se sont associés au projet avec des expériences et des raisonnements différents. Dans un premier pas ils se sont nécessairement référés à leurs données nationales. Il s'agissait de filtrer dans un fonds bien fourni de savoirs divergents ce qui pouvait être d'importance pour tous les partenaires.

Il a donc fallu faire un double effort de traduction :
de sa propre expérience vers une réflexion intelligible pour les autres
en partant de cette réflexion et des contributions des autres pour arriver à une nouvelle synthèse
et assurer la retransposition des résultats de la réflexion commune dans la pratique nationale.

Au moment venu de s'interroger sur les résultats obtenus par rapport à leur importance pour la pratique nationale ce dernier pas équivalait à une validation. On a exigé cet aspect de transposabilité puisque la majorité des partenaires du projet sont des praticiens réfléchis.

Le projet a commencé par l'établissement d'une liste des partenaires au projet et de leur travail à niveau national. De prime abord on a constaté une grande hétérogénéité en ce qui concerne les situations de départ. Des différences au sujet des conditions-cadres institutionnelles, l'origine des groupes de migrants, le moment de la migration, le déroulement de la migration (fuite ou recrutement de mains d'œuvre), la structure organisationnelle des partenaires au projet, leurs conceptions de travail et leurs objectifs se sont précisées. Les expériences relatives à des projets transnationaux ou au travail dans le domaine de la situation scolaire des enfants de migrants ont beaucoup divergé.

Une fois la présentation des différents partenaires terminée on a assez rapidement abandonné le chemin menant pas à pas à une conception théorique des expériences existantes. La gestion du calendrier ne permettait pas de procéder ainsi. On aurait été tenté d'essayer de prouver la valeur de sa propre expérience, et tenté de convaincre les autres partenaires de la nature paradigmatique de l'expérience nationale. Donc, tout en partant de l'expérience particulière d'arriver à l'expérience générale.

Comme on sait, c'est le premier pas qui est le plus difficile : L'abandon de sa réflexion concentrée à des particularités nationales, le passage de la pratique particulière à un métaplan où l'on peut discuter de l'essentiel significatif pour tous demande beaucoup de temps et d'auto-réflexion. Cette première phase de la présentation des données spécifiques nationales et les caractéristiques des activités locales qui en résultent ainsi que l'hétérogénéité déconcertante ont mené à un certain embarras :

« Cette affaire a commencé avec des partenaires, objectifs, etc. différents et au début il a été difficile à trouver un dénominateur commun [...]. Comme Carlos, je me suis au début posée la question à savoir : Qu'est-ce que je fais ici ? »
(Carole Grandjean - MLF)

Les conditions de départ des partenaires étaient trop divergentes et cela aurait été un travail fastidieux de fouiller ces expériences très disparates pour en faire sortir ce que l'on a en commun. Il s'est vite avéré que cela dépasserait l'horizon du projet et serait frustrant pour tous les participants.

Le manque de temps nous a obligé à abandonner le chemin inductif qui consiste d'agir à partir de chacune des constatations initiales. Au lieu de cela on a choisi le chemin déductif, c'est à dire de se rendre dans un premier temps à un niveau abstrait. Ainsi on aurait la possibilité d'agir à partir d'un terrain neutre sans être contraint de comparer et de confronter chaque expérience nationale. On a décidé avec audace de « faire le grand saut », de passer à un niveau abstrait et de se mettre d'accord sur un schéma théorique. La conception élaborée qui se composait des catégories de référence communes devrait, dans un deuxième temps servir de transparent permettant à sonder la pratique nationale respective.

2.2. La création de catégories de référence communes : le triangle conceptuel « médiation – reconnaissance – participation »

Après avoir reçu une impulsion de la part de la coordinatrice les partenaires au projet ont concentré leur travail sur la discussion théorique de la question suivante :

Quelles stratégies de médiation doivent être développées afin de parvenir à la participation des minorités nées de la migration, à tous les niveaux de l'éducation scolaire et de la formation professionnelle ?

Pendant les réunions suivantes on a intensivement lutté pour ces stratégies jusqu'à ce que l'on soit arrivé à concevoir le modèle du triangle conceptuel à trois étapes « médiation », « reconnaissance » et « participation ». Ce modèle est né de la conjugaison des conceptions et du savoir existants des partenaires du projet. Donc, la *médiation* de la description du projet, la *reconnaissance* des travaux préalables théoriques de la MLF et la *participation* de la méthode de travail dont le BAGIV s'est servi jusqu'à aujourd'hui.

Le chemin parcouru ensemble dans le projet: en comparant nos pratiques et nos analyses, nous en sommes arrivés à produire une hypothèse programmatique qui articule principalement trois concepts:

Participation - Médiation – Reconnaissance

Participation La participation des groupes immigrés dans la société d'accueil est le but ultime. Ceci suppose et a comme résultat la participation des minorités culturelles au système de formation scolaire et professionnelle dans toutes ses échelles. Cette participation (condition pour le succès scolaire et professionnel) doit correspondre aux exigences de la société d'accueil (et de la société d'origine pour les immigrés qui veulent ou doivent retourner dans leur pays.)

Médiation La médiation veut atteindre tous les acteurs sociaux concernés, c'est à dire l'école (les institutions du pays d'accueil), les parents (et leurs organisations) et les enfants eux-mêmes. Ces acteurs impliqués dans les processus de formation scolaire sont inégaux dans les interactions multiples et négociations nécessaires qui décident le parcours scolaire. Les conflits réellement existants qui aboutissent à un accès inégal des enfants à l'enseignement ne peuvent être ignorés et consensualisés, mais doivent être structurés par la médiation.

Reconnaissance Les conflits s'expriment aussi comme un déni de reconnaissance. Déni de reconnaissance des parents comme interlocuteurs valables par le système d'éducation, des enfants qui comme déniés culturellement se stigmatisent eux-mêmes et les autres etc. Parmi ces trois groupes d'acteurs (école, parents, enfants) les plus importants sont les enfants issus des familles des minorités culturelles défavorisées. Il s'agit alors, de mettre en œuvre des stratégies de médiation pouvant être sources de reconnaissance et permettant de construire un code commun. En vue de revaloriser ces enfants dans leurs appartenances culturelles et fortifier les compétences nécessaires pour qu'ils puissent s'exprimer progressivement dans les multiples interactions sociales.

L'hypothèse est que ce renforcement de la reconnaissance, par le biais des stratégies de médiation, aboutisse à une augmentation de la participation. Cette finalité générale du Projet est basée sur des diagnostics et des mesures spécifiques aux réalités des organisations partenaires.

Ce « grand saut » vers la réflexion théorique est après tout, à considérer comme une manœuvre bien réussie.

„L'intelligence du groupe consiste dans le fait que, pendant le temps où ont eu lieu les rencontres, chacun a fait abstraction de sa propre expérience pour se retrouver dans l'hypothèse de ce triangle (dénominateur commun) et de l'interpréter selon ses besoins (y a trouvé sa propre géométrie) ; et c'est ainsi que nous avons combiné nos forces [...] ».
(Carole Grandjean – MLF)

Ainsi on a pu sortir de l'impasse où l'on se trouvait au début du projet

2.3. Le triangle conceptuel : définition et application interne

Dans la mesure où la conception a été formulée et ses différents aspects ont été précisés on a constaté que la conception élaborée par les partenaires au projet et destinée à une application extérieure se prêtait également comme conception de travail pour des applications intérieures. De part le choix de sa conception le projet était devenu lui-même un défi. Pendant ces rencontres il s'agissait au fond de parvenir à une médiation entre les partenaires au projet et à une reconnaissance mutuelle de leurs pratiques et de leurs conceptions ainsi qu'à une participation au projet à droits égaux. Les partenaires du projet devenaient de plus en plus attentifs aux déséquilibres et différences existants entre leurs revendications théoriques et la réalité.

Le projet passait donc à la phase de compréhension tout en quittant le niveau de la description unilatéral. Les participants ont mis en place un concept qu'ils ont soumis à un examen lors du travail de groupe. Par ce transparent de réflexion ils ont appris à redécouvrir leur propre expérience, à voir leurs propres activités sous une autre perspective et à réfléchir à nouveau à ce qu'ils savaient depuis longtemps et qui leur semblait évident :

« [...] il y a eu un transfert direct de la théorie du triangle [...] avec le nouveau concept théorique on a donc travaillé sur l'ancien projet, ce qui nous a amené à voir les choses sous un autre angle et à retravailler l'ancien concept [...]. »

3. Prestations de transfert : de la pratique nationale à la transnationalité - re-transfert à la pratique

Le projet devait osciller entre les deux niveaux national-transnational. Ce qui avait été atteint à niveau transnational devait être transféré au niveau national, y être vérifié et puis être re-transféré. Nous n'y sommes parvenus qu'en partie à cause du manque de temps.

Cette conception commune permet en principe (pour l'instant) le re-transfert, une application multiple et donc un gain de connaissances supplémentaires ce qui fait sa force. Les résultats que l'on peut obtenir sont très différents et dépendent de la situation de départ, des restrictions structurelles ainsi que de la configuration locale. La nouvelle définition d'un « ancien » projet de CCPF à l'aide de cette conception

théorique est un exemple pour une application réussie. Ainsi on a pu changer l'orientation et donc créer une nouvelle perspective pour son propre travail ; de plus il a même été possible de parvenir à une nouvelle auto-définition de l'organisation dans son ensemble.

En raison des contraintes de temps, la conception de nouveaux projets locaux intégrant les résultats du projet transnational et le re-transfert vers les organisations sur place n'a été possible que dans une mesure limitée ; cela fut une source de frustration :

« Surtout parce que le moment est arrivé où on pourrait démarrer à fond. Comme le travail s'est arrêté si brusquement et comme il n'y a pas eu de re-transfert il se peut que, lors de nouveaux projets on rencontre les mêmes problèmes « non-digérés ». Cela cause une frustration puisqu'on discute toujours des mêmes questions. »

(Cristina Andreu i Displàs – Ser.Gi)

“Je peux très bien m'imaginer, et cela n'est qu'une idée, qu'une (nouvelle) personne créera ce dynamisme intermédiaire. Elle rendra visite aux différentes organisations, les invitera à continuer et veillera à ce que le travail transnational commencé continue. »

(Carole Grandjean – MLF)

Comme tout ce qui a été élaboré est nouveau pour le niveau national il faut toujours s'attendre à des résistances car la pratique courante sera en partie où considérablement mise en question. On court le risque que les représentants des organisations nationales se détachent de leur base ou qu'ils n'arrivent pas à transférer convenablement ce qui a été atteint. Ici également, le facteur temps fut d'une importance décisive :

« Cela a très bien marché au niveau transnational et on y a aussi eu de bons résultats. Au niveau local cependant, cela cloche encore [...] quant à la possibilité de retransférer au niveau local ».

(Cristina Andreu i Displàs – Ser.Gi)

Malgré toutes les réserves et malgré le diagnostic que ce ne soit pas réalisable à court terme on espère toutefois que le projet transnational aura un impact dans le long terme et que les résultats seront exploitables pour le travail national et local :

« Bien, il y a donc ces exemples pour une utilisation directe des résultats du projet pour les travaux en cours, j'ai toutefois appris beaucoup de nouvelles choses [...] que je ne puis mettre en pratique dans l'immédiat, mais certainement dans quelques années, à long terme.

(Carlos Pereira – CCPF)

4. Le projet comme monde d'expériences de médiation – reconnaissance - participation Malentendus, entente, effets d'apprentissage

4.1. Le problème de la langue

Pour la discussion les partenaires du projet se sont servis de la langue allemande ou française. Deux représentants des partenaires du projet et l'évaluatrice savaient parler les deux langues du projet. Les autres partenaires n'avaient des connaissances que dans l'une des deux langues. La plus grande partie de la communication se faisait à l'aide de l'interprétation. Ce qui n'est d'ailleurs pas exceptionnel pour des projets transnationaux. Les partenaires du projet parlaient donc soit leur langue maternelle (sauf les partenaires d'Espagne – Ser.Gi) soit la langue du pays d'accueil. Ceci contribuait à une communication plus authentique que si on avait eu recours à une troisième langue, comme p.ex. l'anglais qui aurait été une langue étrangère pour tous les participants. L'asymétrie linguistique ne fut donc pas grande (sauf pour les partenaires du projet d'Espagne).

« [...] j'ai aussi eu des difficultés de langue, de penser et de parler en Français [...]. »
(Cristina Andreu i Displàs – Ser.Gi)

La majorité des partenaires du projet pouvait se servir d'une langue qui ne les désavantageait pas outre mesure. Ceci a très probablement contribué à la qualité du projet et a permis une discussion conceptuelle approfondie. Toutefois la traduction nous a fait perdre beaucoup de temps. Bien que l'interprète fût fort qualifiée la compréhension à travers cette communication indirecte, fut rendu difficile. Il est connu que, lors de la traduction d'une langue dans une autre on perd toujours du contenu, car il n'existe jamais une parfaite convergence des langues. Les connotations des notions se modifient lors d'une traduction. La traduction a été faite d'après le sens, comme cela est d'usage selon les normes établies. Quand il s'agissait de termes théoriques centraux il fallait donner des explications et précisions supplémentaires. Cela fut lié à des pertes de temps.

4.2. L'expérience et sa disparité dans le temps

Les différents contextes de travail nationaux entraînent forcément différentes démarches dans le travail et différentes façons de penser. Ce qui pour l'un, est pensable donc digne d'y réfléchir plus amplement et de l'étudier, est pour l'autre de la pure utopie. Cela semble porter à faux, et des efforts dans cette direction semblent être du temps perdu. Comment traiter le problème engendré par le fait que la migration dans les différents pays d'origine des partenaires du projet ne se soit pas développée de façon simultanée. Les partenaires du projet ont des expériences qui ont attiré à des situations de migrations différentes. Tandis qu'il y a des partenaires du projet qui viennent de pays où la migration connaît une longue tradition, d'autres comme les Espagnols p.ex., se voient confrontés à la migration comme à un nouveau phénomène. Reste à savoir si ces disparités dans le temps des expériences peuvent être considérées comme moments dans une évolution commune ou si, de part les données spécifiques des pays, elles sont à considérer comme chemins différents, particuliers.

En regardant les expériences d'une perspective évolutionniste on constate que les « nouveaux qui ne se voient confrontés au phénomène de la migration que seulement maintenant » peuvent tirer des leçons de l'expérience des « anciens qui

eux sont confrontés au phénomène de la migration depuis déjà longtemps ». Ils en savent tout simplement plus. Les expériences des « nouveaux » sont dévaluées par des phrases comme : « on l'a déjà vécu », « on connaît ça ». Les « nouveaux » sont dégradés au titre d'apprentis des « anciens » expérimentés. Si par contre on accorde trop d'importance aux spécificités des pays respectifs alors les expériences restent uniques dans leur genre et ne semblent pas être transférables. Il fallait donc trouver une voie menant à des généralisations. Donc à un niveau où il était possible de se rencontrer et d'apprendre les uns des autres. Cela fut la voie de l'abstraction vers le triangle conceptuel médiation, reconnaissance et participation.

4.3. La suppression d'une concurrence directe

Des acteurs se trouvant sur le même niveau national peuvent coopérer mais ils peuvent aussi entrer en concurrence. Tous les partenaires du projet doivent s'efforcer d'obtenir des ressources matérielles au parquet national respectif pour pouvoir réaliser leur travail. Ils se trouvent donc en concurrence directe pour obtenir ces ressources. Il s'agit d'un problème qui le plus souvent n'existe pas dans les coopérations transnationales. Les partenaires du projet avaient décidé ensemble de coopérer. Il n'y avait pas de raisons objectives pour entrer en concurrence. Dans ce cadre il n'y avait pas de tensions d'ordre structurel.

A part cela il y a eu les tensions habituelles et propres au dynamique de groupe. Ces tensions ne menèrent cependant pas à des conflits. Ceci s'explique par deux facteurs. Premièrement, il y a eu par hasard une constellation positive de caractéristiques individuelles compatibles chez des partenaires du projet.

Deuxièmement, il existait chez tous les partenaires en raison de leur travail des compétences d'interactions ce qui peut être considéré comme le facteur décisif. Il n'a pas été nécessaire d'élaborer voire de se façonner une attitude par principe tolérante et interrogative envers l'étranger que représente l'autre, car elle était présente dès le début et ils s'en sont servis tout naturellement comme conception de travail. Cela est dû au fait que les partenaires du projet sont des experts en matière de migration. Ils connaissaient les difficultés d'une interaction interculturelle et ils savaient comment agir face à ces difficultés. Non seulement les migrants parmi eux mais aussi les autochtones des pays du projet disposaient des facultés et des attitudes nécessaires pour un comportement interculturel.

Les difficultés sont nées à un tout autre niveau. Il s'est créée une dichotomie réfléchie (explicite dès le début du projet) entre les partenaires du projet. Et ceci entre ceux qui représentaient les organisations autonomes d'immigrés (BAGIV et CCPF) et ceux qui représentaient les organisations d'autochtones (Ser.Gi et MLF).

Cette division en deux groupes qui sont dérivés des différentes perspectives résultant des méthodes de travail et des champs d'activité, a été énoncée formellement. Implicitement parlant il s'agissait au fond des différents degrés d'authenticité et de légitimation morale que les partenaires revendiquaient. Quant à la définition des problèmes et aux procédures à suivre cette façon de voir les choses des organisations autonomes d'immigrés allait de pair avec une forte revendication subconsciente de leur mise en œuvre.

Sans avoir voulu mettre en question le droit à une représentation plus authentique par les organisations autonomes la dichotomie trop simplificatrice a été refusée par l'autre camp vu qu'il y a aussi des migrants qui travaillent dans les organisations autochtones. Cette perspective dichotomique fut cependant, maintenue jusqu'à la réunion finale à Girona.

Au cours du projet il s'est cependant avéré que cette division en deux est trop limitée. BAGIV par exemple est une organisation des organisations d'immigrés en Allemagne, CCPF par contre, est l'organisation d'un groupe de migrants. L'hétérogénéité croissante dans la migration est également reflétée par les multiples structures organisationnelles. Les divergences qui au début, ont été considérées comme des entraves ont été lors de l'évaluation finale, jugées comme enrichissantes puisque la complexité de la migration a pu être mieux saisie.

4.4. Aspects techniques et organisationnels

Le projet fut lancé avec un cadre imposé d'en haut par la coordination. Cette structure verticale fut tout de suite mise en question et par la suite remplacée par des approches horizontales de coopération :

« Le style de travail a fondamentalement changé ; d'un style d'instruction directeur on est passé à un style de coopération. Je trouve surtout positif que chacun apporte ses expériences et qu'en coopérant on arrive à un résultat. »

(Carole Grandjean – MLF)

A l'arrière plan de ce bilan positif se trouvaient d'une part les compétences interculturelles existantes des partenaires nationaux et d'autre part la conscience de leur propre valeur qui leur a permis de s'articuler ouvertement dès le début. S'y ajoutaient les expériences de travail dans des projets transnationaux, comme cela est le cas pour la MLF. Tous ces facteurs ont un rôle correcteur. Le manque de temps a indirectement contribué à une économie de conflits. Le passage à la conception théorique a préservé l'équipe de toute une série de querelles qui, dès le début auraient entraîné une trop forte concrétisation.

Les retards dus au fait qu'il fallait traduire les documents ont porté préjudice. Le temps qui nous a été imparti étant trop limité et les intervalles entre les réunions étant trop courts on ne pouvait pas discerner ou discuter à fond à niveau national et au sein des structures nationales, les prises de position acquises lors des rencontres du projet transnational pour ensuite envisager de nouvelles prises de position. En plus les partenaires nationaux ont des responsabilités dans d'autres domaines et sont obligés de travailler avec un effectif restreint.

« Une critique de moindre envergure serait p.ex. que les différents documents auraient dû être élaborés plus tôt [...] cela est valable pour tous [...] la langue a certainement été un obstacle sur le chemin. »

(Carole Grandjean – MLF)

5. Critique et perspective

Le plus grave problème du projet était fut celui de la pression due au manque de temps. Il en résultait des difficultés qui n'étaient pas été inhérentes au projet. Il n'a pas été possible d'atteindre les objectifs fixés donc de parvenir aussi au dernier stade, qui est celui de la mise en œuvre des résultats dans la pratique respective et de procéder à une nouvelle validation de la conception. Dans la mesure où ces projets sont destinés à donner l'impulsion à l'entraînement et à la mise en usage de

façon habituelle des processus de communication il faut leur accorder les marges de temps nécessaires.

Il s'est avéré que ceux qui étaient chargés de la gestion (coordination) des projets ont besoin d'un soutien qualifié au sens d'une formation continue. Trop d'énergie a été gaspillée pour une initiation pénible et exigeant trop de temps. En même temps on constate clairement un énorme accroissement en professionnalisme et un transfert de qualité comme cela est p.ex. le cas du BAGIV qui a coordonné le projet. Dans le projet cette organisation s'est chargée des travaux de médiation. La réalisation réussie du projet est aussi une reconnaissance pour lui et contribue à l'encourager à la participation, pour parler le langage du projet.

Si l'on établit un rapport entre les objectifs fixés du début et les objectifs vraiment atteints on constate que le projet en tant que projet pilote explorateur est réussi. Le manque de temps a été transformé en vertu. On a renoncé au long chemin nécessaire pour parvenir à une harmonisation minutieuse. Le temps était trop court et les différences dans les conditions de départ étaient trop grandes. Les partenaires du projet ont donc choisi le chemin déductif, c'est-à-dire celui de l'élaboration d'une conception théorique. Il reste toujours ce déficit qui est le manque de temps pour une validation suffisante de la conception dans la pratique. La valeur ajoutée transnationale n'a été re-transférée au niveau national que dans une faible mesure :

« Ce que l'on pourrait communiquer à la commission pour l'avenir est, qu'il devrait y avoir une forme/possibilité d'un re-transfert au niveau local afin de pouvoir reporter les expériences qui ont été générées à niveau transnational à leur niveau d'origine [...]. »
(Cristina Andreu i Displàs – Ser.Gi)